

Non, la démocratie n'est pas en recul

Yves Leterme (secrétaire général de l'IDEA), Willem Vancutsem (membre du cabinet du secrétaire général de l'IDEA)

Une majorité de la population mondiale vit maintenant dans une démocratie électorale selon l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA International). Pour autant, des défis subsistent.

Il est facile de croire aujourd'hui que la démocratie est en mauvais état. Bon nombre d'experts avertissent d'un déclin démocratique, et il semble impossible d'ouvrir un journal sans y trouver des violations des droits humains et différentes menaces à l'État de droit. Mais peut-on en conclure que la démocratie est irréparable ?

Dans « État de la démocratie dans le monde 2017 : Étude de la résilience démocratique », l'une des plus vastes études jamais réalisées sur le sujet, IDEA International constate que ce n'est certainement pas le cas pour la démocratie électorale. En 2016, des gouvernements accédaient au pouvoir à la suite d'élections pluralistes dans 68 % des pays, par rapport à 30 % en 1975. La majorité de la population mondiale vit maintenant dans une démocratie électorale.

40 ans de progrès

Mais est-ce que cela signifie aussi que la démocratie est plus saine ? Selon IDEA International, chaque démocratie est fondée sur deux principes : le contrôle des décideurs par la population, et l'égalité politique entre ceux qui exercent ce contrôle. Ça nécessite plus que seulement des élections. IDEA International a donc mesuré les progrès sur cinq dimensions essentielles de la démocratie : représentativité du gouvernement, droits fondamentaux, contre-pouvoirs, impartialité de l'administration et engagement participatif.

Les résultats, qui englobent 155 pays et 40 ans, et qui sont contenus dans les nouvelles Indices de l'état de la démocratie dans le monde, montrent que la démocratie a aussi avancé qualitativement. Les gouvernements sont, en général, plus représentatifs et plus responsables. Plus de pays respectent les droits fondamentaux de leurs citoyens et citoyennes. Les parlements, les médias et

les instances judiciaires ont plus de moyens pour contrôler leur gouvernement. Et les avancées technologiques ont ouvert de nouvelles possibilités en matière de participation citoyenne.

Pendant plus de 40 ans, constate IDEA International, le développement démocratique a suivi une tendance forte et positive. La démocratie est donc, d'un point de vue historique, vivante et saine.

Vigilance

La vigilance demeure toutefois de mise. Car le rapport global État de la démocratie dans le monde 2017 indique également que les progrès démocratiques réalisés sont désormais contestés dans certains pays.

Tout d'abord, les formes traditionnelles de représentation politique sont sous pression, à cause de l'aversion montante envers les acteurs politiques établis. Les citoyens et citoyennes dénoncent une incapacité des partis traditionnels à reconnaître leurs besoins, et « l'ubérisation » qui suit les avancées technologiques massives met sous pression l'organisation verticale et traditionnelle de la politique. Cela se traduit par une baisse de la participation électorale et un engagement décroissant des électeurs - particulièrement les jeunes - au sein des partis politiques.

En outre, la corruption reste un problème durable dans plusieurs régions. La corruption a un impact direct sur la légitimité et la résilience des institutions démocratiques et l'injection incontrôlée d'argent en politique peut favoriser la concentration du pouvoir dans les mains de quelques privilégiés. Cela mène à une vision de la politique comme un terrain de jeux seulement accessible aux riches.

Plus généralement, la division de plus en plus inégale de la richesse a un effet néfaste, parce qu'elle fait entrave à la prestation de services et mine la cohésion sociale. L'inégalité peut également mener à des troubles sociaux, ce qui peut, en combinaison avec le fondamentalisme religieux, à son tour servir de déclencheur à des conflits violents, comme on en a vu notamment au Moyen-Orient

et en Afrique subsaharienne.

Les conflits qui font rage actuellement ont mené à des mouvements de réfugiés sans précédent, et l'intégration des nouveaux arrivants est un défi pour les pays d'accueil à travers le monde. Les mouvements migratoires posent des dilemmes critiques aux politiciens, liés à des questions d'intégration politique et culturelle, de division des ressources, d'emploi et de citoyenneté.

Enfin, les dernières années ont aussi vu des reculs démocratiques modernes, c'est-à-dire des tentatives de miner la démocratie de l'intérieur, comme récemment au Venezuela, en Turquie et en Hongrie. Si, traditionnellement, les auteurs de coups d'État renversaient les gouvernements, aujourd'hui, les dirigeants à tendance autoritaire cherchent à affaiblir le système démocratique en le manipulant. On l'a vu, notamment, dans de nombreux cas d'extension de la durée des mandats constitutionnels, de concentration du pouvoir au sein de la branche exécutive, et de tolérance réduite envers l'opposition politique.

Croisée des chemins

Après 40 années de progrès, la démocratie aujourd'hui fait face à des défis, aussi en Belgique. Notre pays jouit d'une démocratie robuste, qui atteint des scores au-dessus de la moyenne sur tous les attributs démocratiques. Mais la migration et l'équilibre entre la sécurité et la protection des droits fondamentaux restent des défis aussi pour la Belgique. La démocratie nécessite des efforts constants, et ne peut jamais être prise comme acquise.

Aujourd'hui, la démocratie est sous pression. Mais il y a de l'espoir : en temps de recul, indique l'État de la démocratie dans le monde, la perception positive de la démocratie augmente. Ce n'est donc pas la demande qui est le problème, mais les erreurs de construction dans l'édifice démocratique. C'est la responsabilité de tout le monde, d'adresser, et de corriger, ces erreurs.

La démocratie n'est pas en retraite. Mais elle se trouve à une croisée des chemins. Ce sont nos actions qui décideront quelle direction elle prendra. ■